

République Démocratique du Congo

Coordination des Actions de Plaidoyer de la Société Civile pour la Gouvernance des Ressources Naturelles

COMMUNIQUE DE PRESSE N°01/06/2024

“361 000 enfants dans les mines de cuivre et cobalt de Haut Katanga et Lualaba en 2024 : la société civile émet une réserve au chiffre de l’UNICEF et demande les informations complémentaires ”

La société civile congolaise émet des réserves sur le chiffre de 361 000 avancé comme nombre des enfants travaillant dans les mines du cuivre et cobalt dans les provinces du Haut Katanga et Lualaba et demande à l'UNICEF de revérifier objectivement ses statistiques avec source à l'appui et surtout en situant géographiquement les enfants.

En effet, les organisations de protection des droits de l’homme spécialisées sur les ressources naturelles en RDC, et plus particulièrement dans la filière cuivre cobalt ont suivi avec stupéfaction, en marge de la session de DRC Mining Week, la déclaration du représentant de l’UNICEF en RDC M. Grant Leaity, faisant état d’à peu près 361 000 enfants travaillant ces jours dans les mines de cuivre et cobalt des provinces du Haut-Katanga et Lualaba.

Tout en saluant la volonté de l’UNICEF d’accompagner les autorités congolaises dans la protection de l’enfant, les ONG signataires de cette déclaration notent cependant que ces chiffres ne correspondent pas du contexte actuel de ce secteur et ne correspondent pas aux données récentes, résultats de nos recherches effectuées au courant des 12 derniers mois. Ces chiffres remettent même en cause le travail de l’UNICEF elle-même en RDC. Pour évidence :

- En 2014, l’UNICEF a évoqué un chiffre de [40 mille enfants](#) travaillant dans les mines de cuivre et cobalt en RDC. En dépit de tous les efforts menés aussi bien par l’UNICEF elle-même, par le gouvernement congolais, par les ONG nationales et internationales que par les parents des enfants, il est inimaginable que dix années après, ces chiffres passent à presque dix fois plus, sans en donner la moindre preuve. Au contraire, les travaux abattus réduiraient à presque dix fois moins.
- En 2016 [AFREWATCH](#) et [Amnesty International](#) ont publié le rapport : [« Voilà pourquoi on meurt : les atteintes aux droits humains en République Démocratique du Congo alimentent le marché mondial du Cobalt »](#). A l’issue de cette publication, un travail de sensibilisation a été fait à la fois par le gouvernement congolais et par les autres

acteurs notamment les ONG avec comme objectif de réduire, voire mettre fin au travail des enfants dans les mines du cuivre et cobalt de la RDC ;

- Plusieurs autres programmes ont été mis en place pour lutter contre la présence et le travail des enfants dans certaines mines artisanales et ces derniers ont permis de réduire significativement leur nombre ;
- De manière plus générale, une recherche de terrain visant à cartographier la filière artisanale effectuée par Resource Matters en Novembre-Décembre 2023 a permis de constater une forte baisse de l'activité artisanale sur certains sites autrefois densément exploités, et ce notamment en raison de la baisse du cours du cobalt. Proportionnellement le nombre d'enfants présents sur les carrières devraient suivre une même évolution à la baisse, plutôt que le chiffre explosif exposé par UNICEF

Étant donné que des affirmations pareilles sont susceptibles de jeter l'opprobre sur le secteur minier de la RDC en général, et sur celui de minerais de la transition énergétique en particulier ;

Sans vouloir faire l'apologie des violations des droits humains en général, et les droits des enfants dans les zones minières de la RDC en particulier ;

Conscient que les efforts doivent être faits de manière continue pour maintenir les enfants hors des exploitations minières ;

Les signataires du présent communiqué demandent à l'UNICEF de donner plus de clarification notamment sur les sources incontestables du chiffre de 361 000 enfants dans les mines artisanales de cuivre et cobalt des provinces du Haut-Katanga et Lualaba. Et préciser la situation géographique et les noms des sites concernés étant donné que les autres Organisations qui travaillent sur terrain notamment IBGDH notamment l'absence des zones d'«exploitations artisanales conformes à la loi et l'exploitation minière artisanale illicite dans les quartiers résidentiels et les concessions industriels sans oublier le ramassage des substances minérales aux remblais d'où la question de savoir des quels sites miniers parle-t-on lorsqu'il s'agit des enfants ?

A défaut, les signataires recommandent à l'UNICEF de retirer sa déclaration qui porterait atteinte à la réputation minière de la RDC et remettrait en cause tous les efforts fournis par les différentes parties prenantes.

Les signataires de la présente déclaration encouragent par contre, toutes les parties prenantes (Gouvernement, société civile, entreprises, agences du système des nations unies, les acteurs de la chaîne d'approvisionnement...) à travailler davantage pour mettre fin au phénomène de la présence des enfants dans les mines, en combattant sa cause principale qui est la profonde pauvreté, due notamment à l'absence des bénéfices des activités minières en faveur des populations congolaises en général, et celles vivant dans les zones minières en particulier, mais subissant continuellement les effets négatifs de ces exploitations (déplacement sans

indemnisation adéquate, destruction de l'environnement...) et en travaillant pour la création des zones minières artisanales conformes à la loi pour mettre fin au travail des enfants dans les mines.

Fait en République Démocratique du Congo le 20 Juin 2024.

Liste des organisations signataires

N°	Organisations	Signataires (Noms et fonctions)	Coordonnées
1	Southern Africa Resource Watch (SARW)	Me Joseph Cihunda Directeur de Programme	Tél: +243 810399060 josephc@sarwatch.org
2	Action pour la Défense des Droits Humains (ADDH)	Me Aimé Banza Mwape Chargé de Programme (Kolwezi/Lualaba)	Tel: +243 997 108 265/812 796 536 banzaaime@gmail.com , aimbanzam@yahoo.fr
3	Justice Pour Tous	Eloge-Armand Itumba Coordonnateur (Bukavu/Sud-Kivu)	Tél: +243853808613 elogitumba@gmail.com
4	Agence pour la Gouvernance Participative et les Droits Humains (AGOPA-DH)	Jean Keba Chargé de Programme	Tél : +243810471933 jeankeba@gmail.com
5	Conseil Régional des organisations Non Gouvernementales de Développement (CRONGD) du Kasai Oriental	Dieudonné Tshimpidimbua, Secrétaire Exécutif (Mbuji-Mayi/Kasai Oriental)	Tél : +243821150464 0997337219/0856103686 ddtshimpidimbuam@yahoo.fr

6	Action Contre l'Impunité des Droits Humains (ACIDH)	Me Nicole Odia Kayembe Représentante (Kinshasa)	Tél : +243997020609 nodiakayembe@gmail.com
7	Bureau d'Etudes Scientifiques et Techniques (BEST)	Philippe Ruvunangiza (Bukavu)	Tél : +243814592761 Philippe.ruvunangiza@bestrdc.org
8	Ligue Congolaise de Lutte Contre la Corruption (LICOCO)	Ernestre Mpararo Secrétaire Exécutif (Kinshasa)	Tél : +243816049837 licocordc@gmail.com
9	Organisation Concertée des Ecologistes et Amis de la Nature (OCEA)	Kass Alidor Muteba (Kinshasa)	Tel : +243815150940 kassmuteba@gmail.com
10	Coalition des Organisations intervenants dans le Secteur de Mines, Energie et Environnement (COME);	Josiane MULEKA Coordonnatrice (Mbujimayi)	0852953681 0824262173 Mulekajosiane1@gmail.com
11	Action Paysanne Contre la Faim (APCF)	Henry LUMBU NKONGOLO Coordonnateur (Mbujimayi)	0897742007 Apcfongd@yahoo.fr
12	African Resources Watch (AFREWATCH)	Emmanuel Umpula Directeur Exécutif	Tél : +243818577577 emmanuelumpula@afrewatch.org
13	Cadre de Concertation de l'Ituri (CdCi)	Dieudonné Kasonia	Tél : +243813014336 dieudonpaluku@gmail.com
14	Plateforme des Organisations de la société civile du secteur minier (POM)	Elie Kadima Coordonnateur Adjoint (Lubumbashi)	Tél : +243812115834 mdr_mdr2000@yahoo.fr
15	Initiative Bonne Gouvernance et Droits Humains (IBGDH)	Donat Kambola Coordonnateur (Kolwezi)	Tél : +243813548551 kambolalengedonat@gmail.com

16	Fungurume Tenke Développement (FTD)	Bernard Kibanza Coordonnateur (Fungurume/Lualaba)	Tél : +243814826996
17	Observatoire d'Études et d'Appui à la Responsabilité Sociale et Environnementale (OEARSE)	Freddy Kasongo Coordonnateur (Lubumbashi)	Tél : +243995567001 Fkasongo@maliyetu.org
18	Coalition pour la Gouvernance des Entreprises du Portefeuille (COGEP)	Daudet Kitwa Coordonnateur (Kolwezi)	Tél : +243816954444 cogep.rdc@gmail.com

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter :

Emmanuel Umpula :
Directeur Exécutif
Tél : +243818577577
E-mail : emmanuelumpula@afreewatch.org

Donat Kambola :
Coordonnateur IBGDH
Tél: +243994834158
E-mail: kambolalengedonat@gmail.com

Freddy Kasongo:
Directeur OEARSE
Tél : +243995567001
E-mail : fkasongo@maliyetu.org